

Arguments pour la lutte sociale n° 56 du 10 octobre 2016

Notre bulletin relaye et soutient les appels à trois manifestations: Amiens le 19 octobre en solidarité avec les Goodyear, contre Poutine, et pour les réfugiés. Toutes sont des manifestations pour la liberté politique et la liberté tout court. Voir les appels à la fin du bulletin.

Encore quelques mots pour la Syrie.

Quatre ans ...

Voici maintenant quatre ans qu'une insurrection populaire pour la démocratie éclatait en Syrie, dans le prolongement des révolutions tunisienne et égyptienne, quatre ans que la «gauche», y compris souvent la plus «à gauche», se tait ou soutient ouvertement la dictature, suivant tout un panel de propos allant du «c'est bien compliqué tout cela ma petite dame» à «mieux vaut un tyran laïque et anti-impérialiste qui tue tout le monde que des islamistes» en passant par «c'est louche et compliqué quand même cette rébellion».

Quatre ans. Plus long que la guerre d'Espagne.

Quatre ans que le cœur du peuple syrien n'a toujours pas rallié les islamistes quels qu'ils soient, a vu tomber des centaines de milliers des siens, a vu ses villes détruites, ses enfants torturés, et continue à se battre.

Seul, pendant que la «gauche» et souvent la plus «à gauche» ne cesse de le calomnier, de prétendre qu'il est inféodé à l'impérialisme ou motivé par des passions séparatistes.

Le peuple kurde lui aussi est entré en mouvement - il n'avait pas le choix non plus - et si toute une imagerie s'est propagée en sa faveur, à la différence du peuple syrien, il n'empêche que lui aussi est seul chaque fois que surviennent les affrontements à la vie ou à la mort.

Ce naufrage politique atteint son sommet aujourd'hui, avec l'assassinat public de la ville d'Alep par l'impérialisme russe, l'armée du régime syrien et les milices (islamistes chiïtes) du Hezbollah.

Ceux qui ne voulaient rien savoir, ceux qui disaient toujours «trop compliqué», ceux qui ne veulent connaître que le conflit israélo-palestinien au Proche-Orient où les gentils et les méchants sont classés dans leur tête de façon immuable, sont et seront de toute façon rattrapés par la réalité: Alep est aux portes de l'Europe, la Syrie est présentement l'épicentre du monde, et les réfugiés arrivent par milliers.

Sous les mots, consensus contre Alep.

L'impérialisme français, renvoyé au second plan, alors qu'il est l'ancienne puissance dominante en Syrie et au Liban, a soumis au conseil de sécurité de l'ONU une résolution, samedi 8 octobre, censée, d'après les médias, vouloir mettre fin au martyre d'Alep, ce qui permet aussi aux «anti-impérialistes» pour qui la Russie par définition ne saurait être impérialiste, de croire et faire croire que dénoncer les bombardements russes serait faire le jeu de «l'impérialisme».

Cette résolution prévoit en fait de mettre en place l'évacuation d'Alep Est par les forces armées qui résistent à Poutine, à Assad et au Hezbollah, en commençant par le Fatah-al-chams, ex-Front al-Nosra, issu d'al-Qaïda, qui compte 900 hommes sur 8000 combattants selon l'émissaire de l'ONU, et 400 sur 15.000 d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Cette organisation fut à l'origine implantée en Syrie pour prendre à revers l'insurrection démocratique, le régime libérant et canalisant ses dirigeants vers les zones choisies par lui, l'Arabie saoudite et le Qatar leur fournissant armes et finances. Mais Daesh, arrivé d'Irak et bénéficiant d'un transfert de cadres du régime à Rakka et dans la vallée de l'Euphrate, s'est substituée à elle dans cette fonction, et les restes d'al-Nosra, reconvertis en Fatah-al-Chams, ont vu quelques centaines de jeunes combattants désespérés et déterminés les rejoindre, jouant notamment un rôle dans la levée temporaire du siège d'Alep cet été. La présence de cette composante parmi les résistants d'Alep est saisie comme prétexte pour les faire tous passer pour d'odieus islamistes. Mais pour combattre l'islamisme en Syrie, il faut commencer par soutenir le peuple syrien.

Il est évident que leur exfiltration plus qu'incertaine à travers les lignes contrôlées par le régime, préconisée par la France, n'aurait d'autre signification que de pousser à l'effondrement de la vieille ville bombardée qui résiste encore. Autrement dit, sous couvert de pousser un pathétique cocorico devant Poutine et Assad, la résolution franco-espagnole soumise au Conseil de sécurité accepte, préconise, par avance la chute d'Alep. Voilà la vérité.

Une résolution russe lui a été opposée, qui se paye le luxe d'en reprendre les termes, **sauf sur un point**: la poursuite des bombardements russes. Pour Poutine et Lavrov, un «cessez-le-feu» à Alep s'entend sous les bombardements, qu'on se le dise. Chacun savait très bien à l'ouverture de la réunion du Conseil de sécurité que les deux résolutions seraient bloquées par le veto de tel ou tel de ses membres permanents. Le seul intérêt était de voir le détail des votes: la Chine s'est abstenue sur la résolution française, manifestant une distanciation par rapport à ses votes précédents qui rejoignaient jusque là la Russie. On notera aussi que l'Égypte du maréchal al-Sissi a voté avec la Russie. Que rien de tout cela ne modifierait quoique ce soit à l'enfer à Alep, chacun était d'accord là-dessus par avance.

Désordre inter-impérialiste.

Pour autant, ce consensus contre les révolutions et les peuples ne signifie pas que les relations entre impérialismes ne soient soumises à rude épreuve. L'impérialisme nord-américain, ses chefs militaires avant même la Maison blanche, supporte de plus en plus difficilement d'avoir été rétrogradé par les révolutions arabes au rang de défenseur de l'ordre contre-révolutionnaire et facteur de désordre généralisé n°2, le titre de n°1 dans ces deux domaines étant assumé présentement par la Russie.

Ce n'est pas la guerre froide, c'est une situation mouvante que les errements des puissances régionales comme la Turquie accentue. Dans ce cadre, l'impérialisme dominant

mondialement, mais en crise, que sont les États-Unis, et l'impérialisme régional, que la chute de ses profits rend de plus en plus agressif, qu'est la Russie, sont entraînés à une collaboration conflictuelle qu'ils n'avaient pas souhaitée. En Syrie, ils jouent à touche-touche et se tiennent par la barbichette, **au bord du gouffre en permanence**, c'est-à-dire au bord du heurt militaire entre leurs forces. La défense de la population d'Alep n'est absolument pas la motivation des États-Unis dans cette rivalité de grandes puissances qui a donné lieu, ces derniers jours, à une nouvelle escalade, les États-Unis rompant (officiellement, sans doute pas officieusement) les discussions bilatérales avec la Russie sur la Syrie, la Russie suspendant l'application de plusieurs accords touchant à la sécurité nucléaire, cependant que l'évacuation des armes nucléaires US stockées dans la base de l'OTAN d'Incirlik, en Turquie, a commencé.

Le ministre des Affaires étrangères allemand Frank-Walter Steinmeier a déclaré au *Bild* que «*C'est une illusion de croire qu'il s'agit de l'ancienne Guerre froide. Les temps actuels sont différents, plus dangereux*». Cette appréciation est exacte, et la rengaine récurrente sur les «relents de guerre froide» empêche de penser la réalité présente.

Mais oui, il faut manifester!

Que faire? Sous les couches épaisses de l'idéologie et des schémas «géopolitiques» ressassant le XX^e siècle, la *common decency* populaire et militante se fait jour dans de nombreuses conversations: il faudrait manifester pour Alep comme on a manifesté pour Bagdad en 2003, et les réfugiés doivent être, toutes et tous, accueillis dignement et protégés contre le racisme.

Les organisations, partis et syndicats sont dans l'ensemble aux abonnés absents. Mais manifester contre Poutine en France s'impose en France, maintenant. Et il s'agit, soyons clairs, d'anti-impérialisme, n'impliquant aucunement de soutenir un autre camp impérialiste, d'autant plus que les «camps» ne sont pas délimités et que l'on assiste en fait à une dérive des continents avec des tensions bilatérales multiples, plutôt qu'à la formation de «camps» mondiaux qui n'existent guère que dans l'imagination encombrée de certaines couches militantes.

Au moment même où le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault, inexistant à ce jour, a commencé d'exister en défendant sa résolution au Conseil de sécurité, prophétisant pathétiquement que le pays qui ne la voterait pas se vouerait à une honte éternelle, Vladimir Poutine a confirmé, alors que ce n'était pas totalement sûr jusque là, qu'il sera à Paris pour l'inauguration du Centre spirituel et orthodoxe russe et du cinquième bulbe de l'église orthodoxe de Paris (sic). Notons que son idéologue Douguine, invité par *Éléments* (revue intellectuelle d'ultra-droite), confère à Paris le même soir.

Les diasporas syrienne, ukrainienne, et également russe, manifesteront. L'exigence de libération du cinéaste et de l'anarchiste ukrainiens de Crimée Sentsov et Koltchenko devra retentir, avec celle du journaliste ukrainien Roman Souchtchenko, kidnappé récemment à Moscou où il était en visite familiale. La place des organisations du mouvement ouvrier et de la «gauche» devrait être là. Un premier appel est lancé, mercredi 19 octobre au quai Branly (Paris), 18h. Les militants des diasporas portent l'avenir. Exiger de Hollande qu'il ne reçoive pas Poutine ne fait pas plus le jeu d'Obama qu'exiger, dans les années 1980, de Mitterrand qu'il ne reçoive pas Reagan ne faisait le jeu de Brejnev. Il n'y a qu'un seul combat pour la liberté.

Pologne, Hongrie, Croatie.

Ce dimanche 2 octobre, les Hongrois étaient appelés à voter pour Orban, et contre les réfugiés. La plupart des opposants avaient appelé au boycott. La participation de seulement 39% invalide le scrutin au regard de la constitution hongroise. 98% des participants ont voté pour Orban et contre les réfugiés, mais une majorité n'a pas voté.

Ce lundi 3 octobre, les Polonaises étaient appelées à la grève pour le retrait du projet de loi catholique et scélérat interdisant complètement l'IVG, allant jusqu'à permettre des enquêtes policières en cas de fausses couches. Certes, peu ont fait grève, ce qui n'était guère réaliste, mais il y a eu 100.000 manifestantes et manifestants dans le pays, et surtout, surtout, une marée noire dans les transports et les lieux publics: les femmes étaient appelées à se vêtir en noir ou à tenir des parapluies noirs (il pleuvait). Un mouvement majoritaire. Deux jours plus tard l'Église catholique lâchait le gouvernement du PiS et le projet de loi était retiré.

Le même jour en Croatie, des manifestations se déroulaient contre les mêmes menaces de remise en cause du droit à l'avortement, ainsi que contre le catéchisme catholique à l'école publique et la fusion de l'université de Zagreb et de l'institut théologique, face à une réaction catholique liée au parti HDZ, victorieux des récentes élections. Le recul de la réaction en Pologne est donc une bonne nouvelle en Croatie.

Les événements hongrois et polonais ont, et c'est en soi une bonne chose, fait un peu reparler de l'Europe centrale et orientale dans les médias français. Mais, toujours en retard d'une guerre, c'est pour nous annoncer la vague conservatrice, moraliste, puritaine et xénophobe qui est censée sévir dans ces pays, annonce assortie de l'assertion selon laquelle ils ne seraient pas assez «européens» au sens de la Commission de Bruxelles.

En fait, le président-Bonaparte Orban, en échouant à faire un plébiscite, vient de subir une cuisante défaite politique, infligée par qui ? - par le peuple hongrois. Et M. Kaczinsky, le véritable chef de l'exécutif polonais, vient lui aussi de subir une défaite.

La souveraineté des peuples en Europe centrale et orientale affronte à la fois l'Union Européenne et les petits Bonaparte fiers à bras qui prétendent la combattre et que l'on appelle des «populistes». Leur pleine souveraineté ne peut qu'aller de pair avec la pleine laïcité, assurant à toutes les femmes la libre disposition d'elles-mêmes, et avec le plein accueil, ou le droit de passage et de déplacement, de tous les réfugiés. Et cela, ce n'est pas Bruxelles qui l'offrira, ce sont les peuples qui l'arracheront.

Le pape a dit ...

Jorge Bergoglio (1) a donc fait un coup politique : dans un discours en Géorgie puis dans un entretien avec des journalistes en avion, le jour même où les femmes polonaises se mobilisaient massivement, il a de facto désigné l'école publique française comme ennemi de l'Église, quelques mois après que Daesh en ait fait autant dans son organe français, *Dabik*.

«Toi, Irina, tu as mentionné un grand ennemi du mariage, aujourd'hui : la théorie du gender. Aujourd'hui, il y a une guerre mondiale pour détruire le mariage. Aujourd'hui il y a des colonisations idéologiques qui détruisent, mais on ne détruit pas avec les armes, on détruit avec les idées. Donc, il faut se défendre des colonisations idéologiques.»

Il cible l'école publique et laïque française. Il le fait en reprenant le fantasme de l'ultra-droite et des islamistes: la théorie du genre. Et il emploie délibérément l'expression «colonisation idéologique», tendant ainsi la main aux «décoloniaux» racistes.

Sergio Bergoglio, vieux jésuite expérimenté, qui déjà militait jeune dans l'extrême-droite péroniste argentine adepte du corporatisme de Salazar, sait parfaitement ce qu'il fait.

On ne peut en dire autant de la ministre de l'Éducation nationale en France, Mme Valaud-Belcacem. Certes elle a réagi de manière véhémement aux propos papaux, ce qui peut faire illusion. Mais que dit-elle réellement? Que le pape se trompe, qu'on l'a trompé, car l'école en France ne mérite pas de tels reproches de sa part. Elle l'invite même à venir visiter les écoles et inspecter les manuels!

L'idée que l'école doit conscientiser les enfants contre les stéréotypes de genre est-elle d'ailleurs tout à fait problématique du point de vue du respect des consciences : que l'école se remette à apprendre, à donner des connaissances positives et à former à l'esprit critique contre tout stéréotype, pour faire des femmes et des hommes libres, et ainsi elle fera bien plus pour la liberté et pour l'égalité des sexes qu'en faisant de la morale, fut-elle "civique". Mais pour cela, il faut abroger les contre-réformes qui l'ont dénaturée, et que couronnent les récentes réformes dites des «rythmes scolaires» et «du collège».

La seule réaction laïque serait de dire: M. le pontife du Vatican peut raconter ce qu'il veut, nous n'en avons cure. L'école publique n'a pas vocation à rassurer le pape.

Le concert d'imprécation des Sarkozy and co à propos du supposé «*irrespect*» de la ministre masque cela, et tente d'ouvrir un de ces faux débats «droite-gauche» dont la classe politique française a tellement besoin, à l'heure où la grande majorité se détourne ostensiblement de la préparation des élections présidentielles ...

Il reste à remettre les pendules à l'heure sur le rôle et la nature réelle de la religion, des religieux et des institutions religieuses dans la lutte des classes. Les propos du pape prennent à contre-pied les illusions d'une certaine «gauche» pour qui la religion c'est le souffle charmant de l'opprimé, l'opium du peuple c'est bien, et la laïcité c'est bourgeois et oppressif. Sergio Bergoglio était censé dire le Bien en parlant de la finance et de l'écologie et voilà que, sur le thème de la «théorie du genre», il parle comme l'extrême-droite. Nulle incohérence de sa part, comme semble le croire Mme Valaud-Belcacem. Mais une stratégie politique globale.

(1) *Alias pape François.*

Trump glisse sur une peau de banane.

Et cette peau de banane n'a certes pas été là par hasard. On l'entend donc dire: «*prends-les par la chatte, tu peux faire tout ce que tu veux*», sur une vidéo de 2005 opportunément ressortie. Prétexa attendu pour que, cette fois-ci, la majorité de l'establishment républicain le lâche ouvertement. Et il s'excuse, ce qui finit de l'enfoncer car sa «base» de petits blancs furieux le soutient dans la mesure où il fait le matamore, mais pas s'il s'excuse.

Il y avait urgence pour Clinton, qui, depuis son malaise fatidique du 11 septembre, apparaît comme une future présidente malade, faible et lunatique. Elle en est toujours là, mais elle peut espérer maintenant être élue sur la base d'une coalition entre un parti démocrate qui a échappé à la démocratie en esquivant de peu la vague Sanders, et un parti républicain en état de décomposition avancée. Pour les sphères qui décident, Clinton est le moindre mal, car elle a été choisie par elles.

Ces sphères n'ont rien de secret. Il s'agit du grand capital et de l'appareil d'État. En ce qui concerne l'appareil d'État, le Pentagone et l'état-major, qui ont dans le dos d'Obama violé le prétendu «cessez-le-feu» en Syrie (voir notre bulletin précédent), sont très inquiets du décrochage militaro-politique de l'impérialisme US et voient d'un mauvais œil les positions isolationnistes de Trump. En ce qui concerne le grand capital, ses deux principaux temples sont Wall Street, bien connu, la Fed (banque centrale, fondée en 1914), et la chambre de commerce (fondée en 1912) qui a souvent soutenu les républicains, promouvant les intérêts du capital industriel et agricole (par exemple dans le négationnisme du changement climatique ou des méfaits du tabac ...).

Or, son directeur, Rob Engstrom, suite aux «révélations» faussement stupéfiantes sur Trump et les femmes, a déclaré que le parti républicain, en fait, n'a pas de candidat. **C'est là l'élément politique clef** qui signifie que Trump amorce la chute du haut de la roche tarpéienne avant même d'avoir accédé au Capitole. Un couac majeur de Clinton pourrait seul retourner la pente. La base de Trump n'est évidemment capable d'aucune mobilisation indépendante et n'a pas de perspective politique démocratique. Mais ces événements doivent donner à réfléchir aux États-Unis sur ce qu'aurait pu une candidature Sanders maintenue, et ainsi aider à préparer l'avenir.

Hollande veut maintenir la V^o République.

... Et ce n'est pas un scoop. Mais il l'a dit devant une réunion de parlementaires, juste à côté du parlement, jeudi dernier 6 octobre. Il faut préserver cette constitution. En même temps il faut la toiletter : aveu de la crise du régime. Le toilettage préconisé viserait à «accélérer» l'adoption des lois, tiens donc, plus l'habituelle rengaine sur la participation citoyenne, le cumul des mandats, et tutti quanti.

Cet individu débite ce chapelet après avoir tenté, derrière son premier ministre Valls, d'inscrire dans cette constitution l'état d'urgence, dont il a fait une donnée permanente, qui n'empêche pas les crimes de masse des islamistes mais crève des yeux de jeunes et de syndicalistes dans les manifestations, et après avoir fait passer la loi contre le code du travail par une série de recours au «49-3».

Son problème, qui est aussi le problème de Sarkozy et de Juppé, est que la masse de la population, pour la première fois dans l'histoire du régime de la V^o République, ne se tourne pas vers les élections présidentielles, perçues comme n'étant porteuses **d'aucune solution, d'aucune perspective, d'aucune possibilité d'amélioration**. Situation sans précédent que l'absence de mots d'ordre syndicaux nationaux et unitaires depuis le 15 septembre ne change pas. Un peu plus tôt, un peu plus tard, au cœur de cette période électorale, la colère sociale ressurgira.

Relaxe des 8 de Goodyear !

Contre la Loi Travail et la répression

Précarité, répression, violences policières, racisme, interdictions de manifestations comme à Calais, annonce de l'évacuation à Notre-Dame-Des-Landes, plans de licenciements en cascade...

Le gouvernement cherche par tous les moyens à criminaliser les résistances et à nous diviser.

La meilleure réponse est de nous mobiliser toutes et tous ensemble.

C'est dans cet objectif de convergence des luttes que la CGT Goodyear appelle à la mobilisation les 19 et 20 octobre. Les salariés de l'usine Goodyear Amiens-Nord ont mené une bataille exemplaire contre les suppressions d'emplois. C'est pour cela qu'ils font aujourd'hui l'objet d'une répression féroce : 9 mois de prison ferme pour avoir défendu leurs droits !

Et la justice ne demande pas de compte aux patrons de Goodyear qui, eux, ont brisé des centaines de vies.

En s'en prenant aux 8 de Goodyear, le gouvernement cherche à intimider toutes les résistances qui se sont exprimées à la faveur du mouvement contre la Loi Travail et son monde.

C'est parce que nous relevons la tête dans les entreprises, dans les quartiers, dans les facs et les lycées que le gouvernement et le patronat bafouent nos droits et s'attaquent à nos vies, avec le concours d'une police et d'une justice complices.

La grève et la manifestation qui auront lieu à Amiens les 19 et 20 octobre seront tout d'abord l'occasion d'exiger la relaxe des 8 de Goodyear. Ce sera également la prochaine grève à l'échelon national pour le retrait de la loi Travail mais aussi contre la précarité et l'exploitation qui écrasent déjà des millions d'entre nous. Et ce sera le point de convergence de toutes celles et ceux qui veulent en finir avec la répression et avec la politique d'un gouvernement soumis au MEDEF.

**Rendez-vous le 13 octobre à la Bourse du Travail de Paris
avec les Good Year.**

Tous à Amiens les 19 et 20 octobre 2016 pour soutenir les Good Year :

Pour Paris :

(voir <https://fr-fr.facebook.com/events/545543452301857/>)

- Deux types de cars : départs sur la seule journée du 19 octobre ou sur les deux jours les 19 et 20 octobre.

- Le prix est de 5 euros A/R ---- soutien 10 euros

- Pour vous inscrire, envoyez vos noms, prénoms, adresse mail, lieu de travail ou de vie, organisation (le cas échéant),

portable/téléphone au mail suivant: Inscriptions.cars.amiens.rp@gmail.com

- **RDV à 6h précises le 19 octobre Porte de la Chapelle**

- Il faut s'inscrire au plus vite.

* * *

Manifestation contre la guerre, contre la venue de Poutine à Paris le 19 octobre.

[FR] Le 19 octobre 2016 le Président russe Vladimir Poutine sera à Paris, sur invitation du gouvernement français et à l'occasion de l'inauguration du Centre Spirituel et Culturel Orthodoxe. Il est prévu qu'il discute avec François Hollande des guerres en Syrie et en Ukraine.

Cependant, le Kremlin emprisonne ses opposants politiques, fournit massivement des armes qui tuent des civils ukrainiens et syriens et envoie des militaires russes faire la guerre en Ukraine et en Syrie : en ce moment même, Alep est bombardée quotidiennement par des bombes au phosphore, des bombes à sous-munitions... larguées depuis les avions russes (et syriens). De plus, la politique et les interventions du Kremlin contraignent, en Syrie et en Ukraine, des millions de personnes à fuir de leur domicile. Dans ces deux pays, Poutine mène la même politique : empêcher un peuple de décider librement de son avenir.

Après 5 ans de soutien militaire de Poutine à Bachar al-Assad, la situation en Syrie n'a fait qu'empirer (plus de 500 000 morts, et l'armée de Bachar, soutenue notamment par Poutine, est responsable de la mort de plus de 95 % des civils tués). En un an d'intervention en Syrie, l'armée de Poutine a tué à elle seule plus de 3 200 civils et bombardé au moins 59 centres médicaux. Et toute intervention étrangère, qu'elle soit ou non avec l'appui de la France, ne permet pas d'en finir avec Daech.

En Crimée annexée, les Tatars de Crimée, la population autochtone de la péninsule, se voient privés de toutes libertés, de même que ceux qui osent défier la ligne officielle du Kremlin. Et si le gouvernement français n'a pas reconnu les « élections législatives » russes organisées en Crimée ce 18 septembre, il reste muet depuis plusieurs mois sur l'annexion de la Crimée. Dans le Donbass, l'intervention russe a déjà fait presque 10 000 morts, parmi lesquels les passagers du vol MH17 et un énième cessez-le-feu ne pourra pas être définitif tant que la frontière russo-ukrainienne reste sous contrôle russe exclusif.

Aujourd'hui on entend parler de tractations entre le gouvernement français et le gouvernement russe qui feraient intervenir des arrangements économiques (accords ou levées de sanctions) avec des arrangements politico-militaires en Syrie et en Ukraine. Ceci est inacceptable. Si le gouvernement français défendait vraiment les libertés démocratiques il faudrait qu'il commence par exiger la fin inconditionnelle de tous les massacres et des meurtres, la libération des prisonniers politiques (en Syrie -plus de 215 000, mais aussi en Russie -plus de 200), et la fin des agressions militaires.

L'armée russe en Syrie et en Ukraine joue le rôle d'armée d'occupation. Elle doit s'en retirer.

Nous n'acceptons aucune collaboration avec les dictateurs !

Ni Poutine ! Ni Bachar !

Ils sont la cause et non pas la solution des problèmes.

à l'initiative de militants syriens, ukrainiens, russes et français.

Signataires à cette heure:

Alternative Libertaire, Assemblée européenne des citoyens (AEC), CEDETIM, Collectif des Amis d'Alep, Ensemble !, L'insurgé, Nasskoune, Syrie MDL (Moderne, Démocratique et Laïque), Ukraine Action, Union syndicale Solidaires...

*** * ***

L'APPEL du MEZENC

Au nom de la Dignité, de la Justice et de la Fraternité, nous appelons à refuser toute incitation à la haine et au rejet de l'autre.

Inspirés par la démarche humaniste de ces Justes parmi les Nations qui naguère furent l'honneur de la région,

Retrouvons-nous le 23 octobre 2016, à 11h00 Les Etables, parking de la maison forestière

Afin de gravir ensemble le Mont Mézenc et y affirmer haut et fort que :

De tous temps et en tous lieux, l'accueil des réfugiés, ces hommes et femmes qui fuient les persécutions, la guerre, la misère, les désastres environnementaux est un acte d'humanité et un impératif moral.

Repas partagé et assemblée conviviale en pied du Mézenc

Des citoyen-ne-s d'Auvergne-Rhone-Alpes

Commentaire de la rédaction sur l'appel du Mézenc :

le Mézenc est le point culminant de la Haute-Loire et de l'Ardèche, à la limite des deux départements – un lieu superbe. Le nouveau président de la «grande région» mise en place par la réforme territoriale de Hollande et Valls, M. Laurent Wauquiez, y a instauré une ascension rituelle avec ses fans, sorte de «réplique» à l'ascension mitterrandienne de la roche de Solutré. Investi des pouvoirs exorbitants que lui donne la réforme territoriale, M. Wauquiez a lancé un vibrant appel aux municipalités pour qu'elles refusent d'accueillir des réfugiés. Contre les réfugiés, les initiatives de certains élus se multiplient.

L'«appel du Mézenc», a été lancé par des anonymes et est en train de prendre de l'ampleur. Il est aussi perçu comme la «reconquête du Mézenc», haut lieu géologique, botanique et paysager, sur M. Wauquiez. La référence aux «Justes parmi les nations» concerne le village proche du Chambon-sur-Lignon, dont la population protestante a sauvé des milliers d'enfants juifs en 1940-1944, et dont Mme le maire est aujourd'hui... la mère de M. Wauquiez.

Version complète de l'appel ici: <https://www.facebook.com/appeldumezenc/?fref=ts>

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction Suivre offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction [RSS](#) accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions.